

collection  
prisme

FRÉDÉRIC BOILY

# LA DROITE EN ALBERTA



D'Ernest Manning  
à Stephen Harper





L'épanouissement de la liberté et de la démocratie passe par la promotion du caractère pluraliste de l'espace public. Lorsque les majorités dialoguent entre elles sans négliger les minorités, quand la voix des générations montantes n'est pas étouffée et que les points de vue dissidents trouvent des espaces pour s'exprimer, les conditions sont réunies pour qu'une société puisse se considérer riche d'un espace public pluraliste. Toutefois, sur ce terrain comme sur d'autres en démocratie libérale, le triomphe définitif est un fol espoir. Rien ne saurait remplacer la pratique renouvelée du pluralisme. Une lucidité, une vigilance de tous les instants demeurent nécessaires.

La collection « Prisme » se définit comme l'un des lieux de cette vigilance dans la société québécoise contemporaine. On y accueillera des perspectives critiques face aux idées dominantes, des approches novatrices dans l'étude des réalités politiques. Des efforts particuliers seront déployés pour promouvoir la relève intellectuelle. On réservera aussi une place de choix dans cette collection à des traductions d'essais importants écrits par des auteurs anglophones du Québec et du Canada. Cette collection aura atteint ses objectifs si elle parvient à surprendre le public éclairé, à le déranger, à lui faire entendre des voix ignorées ou oubliées.

**Cette collection est dirigée par Guy Laforest.**

LA DROITE EN ALBERTA

D'Ernest Manning à Stephen Harper



Frédéric Boily

LA DROITE EN ALBERTA

D'Ernest Manning à Stephen Harper



Presses de  
l'Université Laval

Les Presses de l'Université Laval reçoivent chaque année du Conseil des Arts du Canada et de la Société de développement des entreprises culturelles du Québec une aide financière pour l'ensemble de leur programme de publication.

Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement du Canada par l'entremise du Fonds du livre du Canada pour nos activités d'édition.

Maquette de couverture: Laurie Patry

Mise en pages: In Situ

© Presses de l'Université Laval. Tous droits réservés.

Dépôt légal 1<sup>er</sup> trimestre 2013

ISBN 978-2-7637-9668-0

PDF 9782763796697

Les Presses de l'Université Laval

[www.pulaval.com](http://www.pulaval.com)

Toute reproduction ou diffusion en tout ou en partie de ce livre par quelque moyen que ce soit est interdite sans l'autorisation écrite des Presses de l'Université Laval.

J'aimerais dédier ce livre à tous les Québécois qui vivent en Alberta, et qui sont demeurés profondément attachés au Québec. Il me faut remercier le directeur du journal *Le Franco*, Étienne Alary, qui, en m'ouvrant les portes de son journal, m'a permis de publier une trentaine d'articles depuis 2006. J'en profite, enfin, pour remercier Denis Dion, éditeur des PUL, pour son appui dans cette entreprise d'écriture.





# Table des matières

## INTRODUCTION

<b>La droite albertaine au cœur de la dynamique politique canadienne.....</b>	<b>1</b>
---	----------

## CHAPITRE UN

<b>De la culture de la contestation au Crédit social .....</b>	<b>19</b>
1.1.Naissance de la culture politique albertaine .....	20
1.2.Influence américaine: la recette albertaine .....	28
1.3.L'étrange Crédit social de William Aberhart et d'Ernest Manning.....	33

## CHAPITRE DEUX

<b>Les deux visages du Parti conservateur: Peter Lougheed et Ralph Klein.....</b>	<b>49</b>
2.1.Le PC: un parti hégémonique .....	50
2.2.Le gouvernement Lougheed et la Révolution tranquille à l'albertaine.....	53
2.3.Ralph Klein: le mélange du télépopulisme et du néolibéralisme.....	67
2.4.La malédiction des pétrodollars?.....	76

## CHAPITRE TROIS

<b>Les transformations du PC et l'émergence du Wildrose.....</b>	<b>81</b>
3.1.Le PC dans la tourmente: 2004-2012 .....	82
3.2.Le Wildrose: une nouvelle droite extrême?.....	87
3.3.La campagne électorale de 2012 ou l'échec du Wildrose .....	97
3.4.De la <i>Western Alienation</i> à la <i>Western Affirmation</i> .....	106

## CHAPITRE QUATRE

<b>La perception du Québec en Alberta.....</b>	<b>109</b>
4.1. Comprendre une perception : précisions méthodologiques .....	110
4.2. Aperçu des relations alberto-québécoises .....	113
4.3. De l'espoir à la déception.....	118
4.4. Québec et Alberta en regard l'un de l'autre .....	130
4.5. Penser l'Alberta à travers le Québec.....	134

## CHAPITRE CINQ

<b>L'exploitation des sables bitumineux, ou l'Alberta au cœur de la tempête.....</b>	<b>139</b>
5.1. L'exploitation pétrolière dans l'économie politique de l'Alberta .....	141
5.2. L'Alberta dans l'œil des États-Unis et de l'Europe.....	148
5.3. La riposte: entre campagnes de relations publiques et « pétrole éthique».....	155
5.4. La fuite vers la Chine.....	162
5.5. La stratégie pancanadienne d'Alison Redford ou le multiculturalisme de l'énergie .....	166
5.6. Pétrole et politisation .....	170

## CHAPITRE SIX

<b>Les évolutions politiques de Stephen Harper : entre idéologie et pragmatisme .....</b>	<b>175</b>
6.1. Stephen Harper et le réformisme de Preston Manning.....	177
6.2. Le gouvernement conservateur: <i>liberal lite</i> ou <i>true blue</i> ? .....	188
6.3. Des changements en profondeur.....	194
6.4. Les élections du 2 mai 2011: un changement majeur?.....	207

## CONCLUSION

<b>Les droites albertaines.....</b>	<b>213</b>
-------------------------------------	------------

## INTRODUCTION

# La droite albertaine au cœur de la dynamique politique canadienne

**C**haque province occupe une place particulière dans le paysage politique canadien. Celle-ci diffère d'une province à l'autre selon les éléments constitutifs que sont la population, la géographie, les ressources naturelles, etc. C'est pourquoi les provinces n'ont pas toutes la même importance même si, par ailleurs, la constitution leur accorde les mêmes prérogatives et pouvoirs. Ainsi, certaines d'entre elles pèsent davantage sur le développement de la fédération canadienne que d'autres. Par exemple, en raison de son rôle prédominant dans la fédération, le Québec a certainement été, et demeure encore aujourd'hui, un élément central de la réflexion politique canadienne, et ce, même si l'éventualité d'un prochain référendum – celui-ci paraissant peu probable dans un horizon à court terme – a pour effet de laisser le Canada anglais moins inquiet de ce qui se passe au Québec. Certes, le Québec continue de faire partie de l'équation concernant la détermination des grands enjeux canadiens, mais l'Alberta se révèle une province dont l'influence ne cesse de grandir sur la scène politique. Comme on s'en doute, c'est l'exploitation des sables bitumineux qui place l'Alberta au cœur des mutations du fédéralisme canadien ainsi que des enjeux géopolitiques actuels.

## LE POIDS POLITIQUE DE L'ALBERTA

En effet, l'Alberta se révèle peut-être, de toutes les provinces, celle qui, aujourd'hui, fait le plus parler d'elle et plutôt en mal au regard de son bilan environnemental. L'intérêt pour l'Alberta ne date cependant pas d'hier<sup>1</sup>. Dans les années 1990, la province est devenue le phare de ceux qui se plaisaient à souligner ou à dénigrer le caractère résolument à droite des politiques du gouvernement du Parti conservateur (PC) alors dirigé par un nouveau chef, Ralph Klein. Ce dernier a souvent été l'objet de l'attention de la gent journalistique puisqu'il représentait alors le politicien qui, avec Mike Harris en Ontario, était celui qui se révélait le plus à droite au pays. Les juteuses déclarations de « King » Ralph étaient souvent reproduites et commentées avec ironie, ce à quoi elles se prêtaient d'ailleurs bien, encore qu'on ne soit guère allé plus loin dans l'analyse de ce coloré premier ministre aujourd'hui atteint d'une forme d'aphasie et de démence. Au-delà de l'anecdote, l'Alberta était devenue, comme l'avait bien remarqué la politologue Josée Bergeron, une sorte de modèle de gouvernance : « Les orientations idéologiques des gouvernements de cette province marquent profondément les débats nationaux concernant, entre autres, le rôle de l'État et les politiques sociales<sup>2</sup>. »

Ensuite, c'est Preston Manning qui en est venu à représenter presque à lui seul la droite albertaine et qui, de par sa position comme chef du Parti de la réforme, attirait à lui l'attention. Comme figure de proue de la droite sur la scène fédérale, il s'imposait par sa constante opposition aux libéraux ainsi qu'aux initiatives en provenance du Québec. Ensuite, Stockwell Day, à la tête de l'Alliance canadienne, deviendra à son tour le centre d'attention, là encore pour souligner le caractère iconoclaste et rétrograde de l'idéologie des réformistes ou alliancistes. Toutefois, si on surveillait ce qui se passait du côté de cette province et de son bastion conservateur réformiste, le besoin de mieux comprendre la politique albertaine ne se manifestait guère dans la mesure où les chances de voir

- 
1. Un extrait d'un mémorandum du ministère des Affaires extérieures qui avait été envoyé, en octobre 1935, à Mackenzie King, lequel concernait les conquêtes de l'Italie en Afrique, le rappelle bien : « Les gens s'intéressent énormément plus à l'Alberta qu'à l'Abyssinie [l'Éthiopie]. » Cité par Kim Richard Nossal, Stéphane Roussel et Stéphane Paquin, *Politique internationale et défense au Canada et au Québec*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2007, p. 173.
  2. Josée Bergeron, « Le monde de Ralph : les familles et l'État », *Politique et Sociétés*, vol. 26, n° 2-3, 2007, p. 175.

le Parti de la réforme former le gouvernement apparaissaient presque inexistantes.

Les choses auraient pu en rester là, c'est-à-dire que l'Alberta aurait pu demeurer cet objet de curiosité exotique de droite qu'on brandit à l'occasion pour se féliciter – plus rarement pour s'en désoler – d'être différent de cette province. Mais la réunion de la droite sous l'égide de Stephen Harper et surtout l'élection de son parti en 2006 ont de nouveau jeté sous les feux des projecteurs la droite albertaine. À ce moment-là, il a fallu se mettre à l'examen de la culture politique de l'Ouest du pays pour tenter de comprendre les politiques des conservateurs de Calgary, encore que, chez les francophones, la réflexion sur l'idéologie conservatrice a curieusement tardé à prendre son envol. C'est comme si on avait cru qu'il valait mieux attendre que le reste du Canada sorte de sa torpeur pour réélire les libéraux, revenant ainsi sur le terrain connu du Canada libéral et trudeauiste. Néanmoins, les élections fédérales de mai 2011 sont venues confirmer qu'il n'était plus possible de faire l'économie d'une réflexion sur la culture politique albertaine. Au contraire, cet examen s'impose comme une obligation pour les politologues intéressés à l'évolution de la culture politique canadienne récente et future parce que l'Alberta y a pris une place prépondérante.

Ce n'est pas dire, précisons-le, que le Parti conservateur soit articulé seulement autour des idées de l'Ouest et de l'Alberta. Rappelons que cette formation politique a vu arriver, le 2 mai 2011, un contingent considérable de députés de l'Ontario qui devraient en modifier le visage dans les années à venir. Cela est d'autant plus vrai que les anciens du Parti de la réforme sont aujourd'hui moins nombreux que par le passé, le parti s'étant renouvelé au fil des dernières élections. Voilà qui interdit d'affirmer, pour le moment du moins, que le PC poursuit purement et exclusivement les objectifs de l'ancien parti de Preston Manning. Nous reviendrons cependant, au chapitre six, sur la question de la continuité entre les deux hommes politiques.

Cela dit, le simple fait de poser la question – quelle continuité y a-t-il entre Preston Manning et Stephen Harper? – illustre à lui seul la nécessité de mieux comprendre la culture politique de l'Alberta. Car si on ignore ce que l'avenir nous réserve en matière d'évolution du système de partis au Canada, il n'en demeure pas moins que le retour du PC majoritaire représente fort probablement un tournant et que, dans un avenir proche, cette formation continuera d'être une force politique avec laquelle il faudra compter, surtout en tenant compte des difficultés qui

accablent les autres formations politiques. Certes, il se pourrait fort bien, avertit Robert Roach de la Canada West Foundation, qu'un prochain premier ministre de l'Ontario ou du Québec fasse en sorte que l'Ouest soit de nouveau délogé du pouvoir<sup>3</sup>. Cependant, l'ajout de 30 nouveaux sièges à la Chambre des communes, soit 15 en Ontario, 6 en Alberta, 6 en Colombie-Britannique et 3 au Québec (qui en comptera maintenant 78<sup>4</sup>), se révèle un élément important qui a lui aussi pour effet d'accroître le poids politique de l'Ouest. Cela change la dynamique politique en minorisant le poids de la représentation québécoise au profit des trois autres provinces. Ce ne sont pas des sièges que les conservateurs sont assurés de gagner, mais ils y seront assurément compétitifs. Ainsi, même s'il n'est pas conservateur, le prochain premier ministre ne pourra gouverner sans tenir compte des provinces de l'Ouest, notamment de l'Alberta et de la Colombie-Britannique.

## LE POIDS ÉCONOMIQUE DE L'ALBERTA

Un autre phénomène a rendu l'Alberta incontournable dans toute discussion sur le devenir politique de la fédération et c'est celui de la montée de l'Ouest sur le plan de son économie en général et de l'Alberta en particulier. En effet, au Canada, cette province se distingue des autres par sa physionomie économique particulière associée à l'exploitation du pétrole, une industrie qui, tout en attirant capitaux et travailleurs dans son giron, a pour effet de transformer les grands équilibres de l'économie politique canadienne. Certes, l'industrie agroalimentaire albertaine demeure considérable même si le nombre de petits exploitants a fortement décliné, de même que l'industrie forestière constitue aussi un domaine économique important<sup>5</sup>. Cependant, à partir de 1945, la question énergétique (gaz et pétrole) s'est imposée, ce qui a aussi rendu l'économie albertaine de plus en plus liée au réseau d'oléoducs qui s'étend vers les

- 
3. Robert Roach, «The West is in? In what? And for how long?» <http://cwf.ca/CustomContentRetrieve.aspx?ID=4790156&A=SearchResult&SearchID=1303127&ObjectID=4790156&ObjectType=35>, consulté le 3 février 2012.
  4. Martin Croteau et Denis Lessard, «Le Québec pèsera un peu moins lourd aux Communes», *Cyberpresse*, 27 octobre 2011, <http://www.lapresse.ca/actualites/quebec-canada/politique-canadienne/201110/27/01-4461778-le-quebec-pesera-un-peu-moins-lourd-aux-communes.php>, consulté le 19 juin 2012.
  5. En générant, en 2010, pour 4 milliards de biens et services tout en employant directement ou indirectement 18 000 Albertains. Jason Brisbois, «Ensuring the future of forestry», *Edmonton Journal*, 19 mars 2012, p. A15.

États-Unis et la côte du Pacifique, ainsi qu'au secteur des exportations canadiennes intimement associées à cette industrie.

En effet, le secteur de l'exploitation du gaz et du pétrole représente aujourd'hui 39,9 % des exportations canadiennes<sup>6</sup>. D'autres provinces comptent aussi sur d'importantes ressources naturelles ; on trouve d'ailleurs du pétrole à Terre-Neuve, en Saskatchewan et même au Québec. Mais les gisements de pétrole contenus dans les sables bitumineux de la région de Fort McMurray s'avèrent, par leur ampleur, incomparables avec ce qui existe ailleurs au pays. L'industrie pétrolière a d'ailleurs propulsé Calgary au rang des villes les plus dynamiques au pays, ce qui se constate, entre autres choses, dans le nombre grandissant de sièges sociaux qui s'y trouvent<sup>7</sup>. Le poids économique de l'Alberta au Canada s'illustre d'une autre façon tout aussi parlante par le fait que le produit intérieur brut albertain est maintenant le plus haut au Canada : il était de 109,7 milliards de dollars en 1997, soit un peu plus de 42 000 \$ par personne, et il est maintenant, en 2011, de presque 256,9 milliards de dollars, soit presque 70 000 \$ par personne<sup>8</sup>.

Cette vigueur économique se reflète également dans les taux de chômage qui se maintiennent à de bas niveaux dans la région en comparaison avec l'ensemble du pays. De récentes statistiques en matière d'emploi (celles de novembre 2011 par exemple) montraient que le taux de chômage le plus bas au pays était en Alberta, à 5 %, alors qu'il était à 8 % et 7,8 % respectivement au Québec et en Ontario. Aujourd'hui, trois villes des provinces les plus éloignées d'Ottawa, soit Victoria, Calgary et Vancouver, ont des taux de chômage parmi les plus bas au pays<sup>9</sup>. Toujours en comparaison avec l'ensemble du pays, l'Alberta a compté pour 45 %

---

6. Il est suivi par le secteur minier à 30 %, l'agriculture à 15 % et le secteur forestier, celui qui a le plus reculé puisqu'il est passé de 39,8 % à 14,7 %. Dave Cooper, « West Coast pipeline key to Canada's interests, economists says », *Edmonton Journal*, 10 mai 2012, p. C1.

7. En effet, si Toronto compte toujours plus de sièges sociaux que Calgary, soit 260 contre 123, la tendance récente s'inverse, de plus en plus d'entreprises installant leurs quartiers généraux dans la ville du pétrole alors que la Ville Reine, tout comme Montréal (102 sièges maintenant), en attirent de moins en moins. Claudia Cattaneo, « Calgary Magnet for big players », *Financial Post*, 26 septembre 2011, p. FP1.

8. Ruth Kelly, « Fifteen years of change », *Alberta Venture*, avril 2012, p. 53.

9. En avril 2012, le taux de chômage était à Edmonton de 5,3 %, de 5,1 % à Calgary, de 3,8 % à Regina et de 5,0 % à Victoria. Seule la ville de Québec soutient la comparaison avec un taux comparable (5 %). Mario Toneguzzi, « Alberta leads nation in job growth », *Edmonton Journal*, 12 mai 2012, p. D1.

des emplois créés au pays, et, d'ici 2021, il est prévu que 600 000 emplois seront générés par l'économie de cette province<sup>10</sup>. Les prévisions économiques pour l'année 2012 laissent entrevoir que l'Alberta et la Saskatchewan mèneront au chapitre du taux de croissance des économies provinciales canadiennes avec des taux respectifs prévus de 3 %<sup>11</sup>.

La vitalité économique fait en sorte que la population totale de l'Alberta s'est accrue de 40 % en quinze ans (passant de 2,6 millions à 3,8 millions<sup>12</sup>), notamment en raison des mouvements de migration interprovinciale qui s'orientent solidement en direction de l'Ouest<sup>13</sup>. Les statistiques des migrations interprovinciales semblent confirmer ce qui s'apparente de plus en plus à une tendance lourde, celle d'un déplacement des immigrants et des migrants interprovinciaux vers l'ouest du pays, dans des villes comme Saskatoon<sup>14</sup>. Voilà qui illustre de nouveau le dynamisme de l'économie albertaine et de son moteur économique qui carbure, dans tous les sens du mot, au pétrole. La vitalité économique déborde aussi les frontières albertaines pour s'étendre du côté de la Colombie-Britannique et de la Saskatchewan, voire du Manitoba. Chose certaine, l'économie du Canada se retrouve plus dépendante de celles de ces provinces, notamment de l'exploitation pétrolière et gazière. Une preuve supplémentaire en est qu'une puissance émergente comme la Chine lorgne du côté de l'Ouest, autant pour la potasse que pour le gaz naturel et le pétrole.

Il ne s'agit cependant pas de dépeindre la situation économique de l'Alberta et de ces provinces sous un jour exclusivement positif. Par

- 
10. Mario Togneguzzi, « Alberta tops country in annual employment growth », *Calgary Herald*, 2 décembre 2011, <http://www.calgaryherald.com/business/Alberta+tops+country+annual+employment+growth/5801548/story.html>, consulté le 4 décembre 2011.
  11. « Alberta, Saskatchewan to lead economic growth : BMO », *The Globe and Mail*, 7 décembre 2011 <http://www.theglobeandmail.com/report-on-business/economy/growth/alberta-saskatchewan-to-lead-economic-growth-bmo/article2263075/>, consulté le 7 décembre 2011.
  12. Ruth Kelly, « Fifteen years of change », *op. cit.*, p. 53.
  13. Statistiques Canada, *Estimations démographiques trimestrielles, juillet à septembre 2011*, « Au troisième trimestre de 2011, l'Alberta a été la principale gagnante des échanges migratoires interprovinciaux en enregistrant des gains de 3 100 habitants. Ces gains ont surtout été réalisés avec l'Ontario (1 000). » <http://www.statcan.gc.ca/pub/91-002-x/2011003/part-partie1-fra.htm>, consulté le 22 décembre 2011.
  14. Anna Mahler Peperny, « Saskatoon bound : Newcomers lead westward shift », *The Globe and Mail*, 21 décembre 2011, p. A1.



exemple, avec la débâcle économique de 2008 qui a frappé durement l'Alberta, un certain nombre de projets et d'investissements que l'industrie pétrolière avait annoncés en grande pompe entre 2005 et 2007 ont été freinés et arrêtés lorsque le prix du baril de pétrole, qui avait atteint des sommets à 140 dollars l'unité, a dégringolé à 35 dollars en l'espace de quelques mois seulement. Cela dit, les économies des provinces du centre ont elles aussi été fortement touchées, notamment celle de l'Ontario, la province qui, toute proportion gardée, a probablement été frappée le plus durement en raison de la restructuration de son industrie manufacturière. En outre, loin d'avoir seulement un visage positif, la prospérité économique a également sa face sombre. Elle engendre des problèmes sociaux importants, notamment en matière de criminalité. Il vaut mieux éviter tout triomphalisme en la matière, les économies des provinces de l'Ouest n'étant à l'abri ni des soubresauts de l'économie mondiale, ni des législations que d'autres pays pourraient, dans l'avenir, adopter pour réduire leur dépendance aux énergies dites « sales » (entendre le pétrole extrait des sables bitumineux). Ainsi que nous le verrons au chapitre 5, consacré à l'exploitation des sables bitumineux, l'Alberta a été et demeure très sensible aux événements internationaux, la ressource pétrolière épousant les soubresauts de marchés eux-mêmes extrêmement sensibles à la conjoncture politique.

Quoi qu'il en soit, avec les indices se multipliant pour laisser entendre que la croissance sera forte dans l'Ouest, tout laisse entrevoir que le centre de gravité économique continuera son déplacement dans cette direction, au premier chef vers l'Alberta. L'efflorescence de la production pétrolière fait en sorte que la frontière entre la politique provinciale et fédérale est de plus en plus perméable et que des transformations cruciales du fédéralisme sont probablement en train de se produire sur la scène politique albertaine. C'est dans ce contexte général où a) il est impossible d'exclure que le PC continuera d'être une force majeure sur la scène fédérale; et b) l'industrie pétrolière continuera, pour un certain temps du moins, d'être encore une des pièces maîtresses de l'économie politique canadienne que s'inscrit cette étude de la droite albertaine, tant dans ses manifestations provinciales que fédérales.

Car, malgré ce poids politique et économique, l'Alberta reste mal connue du public québécois, comme du reste d'autres provinces. En fait, un phénomène étrange affecte les départements de science politique des universités canadiennes et québécoises et c'est celui de l'ignorance qui prévaut à propos des différentes cultures politiques provinciales. Dans un débat à propos du déclin – supposé aux yeux de certains – de la science

politique canadienne, une politologue expliquait que « [l]’étude de nombreuses sphères politiques provinciales est cruellement délaissée. Les cas de la Saskatchewan et du Nouveau-Brunswick le montrent bien. Nous savons peu de choses de leur système politique, et encore moins des partis qui composent leurs assemblées législatives respectives. Dalton McGuinty dirige depuis cinq ans une province qui génère 40 pour cent du PIB canadien, et pourtant son gouvernement n’a fait l’objet d’aucune étude sérieuse<sup>15</sup> ». Il est vrai que la parution d’un récent collectif dans lequel des auteurs du Québec et de l’Ontario se demandent si les deux provinces partagent un même destin montre qu’il y a évolution en la matière<sup>16</sup>. Trop souvent pourtant, la connaissance de la culture politique des autres provinces se révèle approximative, les clichés, commodes à défaut d’être raffinés, servant de boussoles interprétatives. Les travaux de synthèse en matière de compréhension interprovinciale demeurent en effet un champ souvent délaissé par les politologues canadiens et québécois. Ainsi que le fait remarquer le politologue Nelson Wiseman, un des meilleurs spécialistes en la matière, il existe de nombreuses études comparatives entre le Canada et les États-Unis, mais guère de comparaisons interprovinciales puisque les « Canadiens passent peu de temps à se comparer sur une base régionale<sup>17</sup> ». C’est ce qui fait que nous en savons ainsi bien plus sur ce qui particularise le Québec et le Canada face aux États-Unis que sur ce qui distingue le Manitoba du Nouveau-Brunswick ou sur ce qui rapproche l’Alberta du Québec<sup>18</sup>.

- 
15. Rosanna Tamburi, « Les sciences politiques canadiennes en chute libre ». *University Affairs/Affaires universitaires*, 12 janvier 2009, <http://www.affairesuniversitaires.ca/les-sciences-politiques-canadiennes-en-chute-libre.aspx>, consulté le 14 décembre 2012. Certes, on peut arguer, d’une part, que les étudiants et étudiantes d’aujourd’hui sont plus intéressés par la théorie et la généralisation que par les études journalistiques et, d’autre part, que les choses commencent à changer dans la mesure où nous disposons de plus de travaux examinant les relations que les provinces entretiennent entre elles.
  16. Jean-François Savard et Alexandre Brassard (sous la dir.), *Les relations Québec-Ontario. Un destin partagé?*, Montréal, PUQ, 2011.
  17. Nelson Wiseman, *In Search of Canadian Political Culture*, Vancouver, UBC Press, 2007, p. 2.
  18. Par exemple, un récent collectif sur le tournant comparatif de la science politique canadienne ne comporte aucun texte qui traite spécifiquement d’une comparaison interprovinciale, l’acte comparatif se faisant plutôt avec l’étranger. *The Comparative turn in Canadian Political Science*, sous la direction de Linda White *et al.*, Vancouver, UBC Press, 2008.

Cette carence se fait particulièrement sentir en langue française, comme nous l'avions déjà noté dans un article antérieur<sup>19</sup>. En français, on compte en effet seulement un nombre restreint d'études plutôt pointues de la part de politologues spécialistes des politiques publiques<sup>20</sup>, ou encore des collectifs qui commencent à ressentir le passage du temps<sup>21</sup>. Par ailleurs excellentes, ces études s'adressent bien souvent à un public spécialisé et rompu aux méthodes exigeantes propres à l'analyse des politiques publiques. Aussi existe-t-il toujours une insuffisance en travaux de synthèse traitant de la politique des provinces, travaux qui permettraient de redécouvrir la diversité de l'histoire intellectuelle et politique du Canada, laquelle a trop longtemps été comprise comme une seule et unique entité. Une telle façon de voir les choses fait l'impasse sur les tensions qui ont existé entre l'Ouest du pays, l'Alberta notamment, et Ottawa. Surtout, cette méconnaissance des multiples cultures politiques provinciales a des conséquences néfastes, notamment celle de ne pas comprendre les changements qui, depuis une vingtaine d'années, couvaient dans les profondeurs politiques canadiennes, plus particulièrement en Alberta, et qui font maintenant sentir pleinement leurs effets sur la scène fédérale depuis le référendum de 1995. Le présent ouvrage se veut donc une invitation à dépasser ce schéma d'analyse trop binaire afin de voir la complexité de l'histoire politique albertaine, une histoire qu'on ne perçoit pas toujours compte tenu de la tendance à penser la relation fédérale/provinciale sur le mode d'un affrontement Québec et Ottawa. C'est d'ailleurs pourquoi de petites touches comparatives, disséminées à travers l'ouvrage, permettront aux lecteurs francophones d'avoir une meilleure vue du phénomène étudié.

- 
19. Frédéric Boily, « Plaidoyer pour l'analyse comparée : le Québec et la comparaison », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 15, n° 3, printemps 2007, p. 127-139.
  20. Comme celle de Geneviève Tellier, *Les dépenses des gouvernements provinciaux canadiens. L'influence des partis politiques, des élections et de l'opinion publique*, Québec, PUL, 2005 ou encore l'ouvrage dirigé par Jean Crête, *Politiques publiques. Le Québec comparé*, Québec, PUL, 2006.
  21. Par exemple, cet autre collectif qui contient de belles études, mais qui commence à dater quelque peu puisqu'il a été publié au milieu des années 1990 : *Politiques provinciales comparées*, sous la direction de Jean Crête, Louis M. Imbeau et Guy Lachapelle, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1994.

## DES LIENS IMPORTANTS

Une étude générale sur cette province tombe d'autant plus à point nommé que l'Alberta et le Québec font parfois cause commune, les deux provinces partageant un même esprit de rébellion provinciale dans certains dossiers. Par exemple, les deux provinces s'opposaient à la mise sur pied d'une commission nationale des valeurs mobilières, alors que l'Ontario se tenait résolument derrière Ottawa sur cette question. Or, la Cour suprême a donné raison à ceux qui s'opposaient en disant que le gouvernement fédéral outrepassait la constitution sur cette question<sup>22</sup>. Autre exemple : les juges de la Cour suprême qui, vus du Québec, apparaissent comme des mercenaires à la solde de l'État fédéral, ce dernier représentant une seule nation. Mais une telle façon de voir les choses réifie le Canada anglais en un bloc monolithique, ce qui lui confère une unité de pensée et d'action qu'il ne possède pas et qui fait fi des critiques albertaines élevées contre les effets, présumés nocifs, de la judiciarisation du politique<sup>23</sup>.

Cela dit, il ne s'agit pas d'un destin commun entre le Québec et l'Alberta comme c'est le cas avec l'Ontario. L'histoire, la distance et la géographie empêchent que des relations aussi soutenues se soient formées entre le Québec et l'Alberta. Par ailleurs, les liens entre les deux provinces ne sont pas inexistantes, les chiffres des migrations interprovinciales indiquant que de nombreux Québécois ont logné du côté de l'Alberta pour y trouver du travail (nous y reviendrons au chapitre 4). Dans la même veine, si on fait souvent grand cas des artistes qui ont une carrière inter-

---

22. Joël-Denis Bellavance, « La Cour suprême rejette le projet de commission unique des valeurs mobilières », 22 décembre 2011, [http://lapresseaffaires.cyberpresse.ca/economie/canada/201112/22/01-4480123-la-cour-supreme-rejette-le-projet-de-commission-unique-des-valeurs-mobilières.php?utm\\_categorieinterne=traffic\\_drivers&utm\\_contenuinterne=cyberpresse\\_B4\\_manchettes\\_231\\_accueil\\_POS3](http://lapresseaffaires.cyberpresse.ca/economie/canada/201112/22/01-4480123-la-cour-supreme-rejette-le-projet-de-commission-unique-des-valeurs-mobilières.php?utm_categorieinterne=traffic_drivers&utm_contenuinterne=cyberpresse_B4_manchettes_231_accueil_POS3), consulté le 22 décembre 2011.

23. C'est en effet le cas en Alberta, où un fort courant très critique à l'égard de la judiciarisation de la politique est présent, courant auquel le premier ministre Stephen Harper n'est pas étranger. Pour une analyse de cette critique de la Charte, on lira les deux textes suivants : Natalie Boisvert, « L'École de Calgary et le pouvoir judiciaire », *Stephen Harper. De l'École de Calgary au Parti conservateur : les nouveaux visages du conservatisme canadien*, sous la direction de Frédéric Boily, Québec, PUL, 2007, p. 99-119 ; Frédéric Boily et Natalie Boisvert, « L'École de Calgary : regard néolibéral sur la Charte des droits et libertés », *Le fédéralisme asymétrique et les minorités linguistiques et nationales*, sous la direction de Linda Cardinal, Sudbury, Prise de Parole, 2008, p. 361-389.

nationale, notamment en France, on en fait moins de tous ceux qui sont venus s'établir dans cette région du pays pour y exprimer leur talent. Jean Grand-Maître, le « roi du pop ballet » comme on l'a surnommé, constitue une exception à cet égard, le talentueux directeur de l'Alberta Ballet à Calgary, originaire du Québec, ayant su attirer l'attention des médias en raison de son succès artistique<sup>24</sup>.

D'autres ont par ailleurs des motivations un peu moins romantiques dans leur volonté de visiter l'Alberta, comme c'est le cas du groupe Mission Leadership Québec. Composé de jeunes leaders issus de divers secteurs de la société, ce groupe a organisé une mission d'exploration en Alberta en octobre 2011 afin, entre autres choses, de bâtir des ponts économiques avec la province albertaine<sup>25</sup>, c'est-à-dire en langage clair d'« [i]dentifier des occasions d'affaires et de collaboration entre la relève du Québec et celle de l'Alberta<sup>26</sup> ». Un même son de cloche quant à la nécessité de construire des liens économiques s'est fait entendre du côté des pétrolières, qui, comme l'a mentionné Marcel Coutu, du Canadian Oil Sands, à l'hiver 2012, se disent prêtes à approvisionner le marché québécois avec le pétrole albertain<sup>27</sup>. Au plan proprement politique, ce sont les responsables du Réseau Liberté-Québec qui ont invité la nouvelle chef du Wildrose, Danielle Smith, à prononcer une conférence à Montréal

---

24. Voir l'article que lui a consacré Nicole Michaud, « Jean Grand-Maître: l'étoile montante de la danse classique au Canada », *Liaisons*, n° 136, 2007, p. 39-41. Quelques galeries d'art d'Edmonton et peut-être encore plus de Calgary exposent les toiles d'artistes québécois à qui les deux grandes villes albertaines donnent l'occasion de vendre leur art.

25. Voir le site Mission leadership Québec, <http://www.missionleadership.ca/index.php?sec=20#equipe>, consulté le 17 novembre 2011.

26. Les autres raisons qui sont données sont les suivantes : « Acquérir une compréhension générale de la réalité sociopolitique et économique de l'Alberta et de l'Ouest canadien ; sensibiliser la relève québécoise à la réalité albertaine et à son importance politique et économique pour le Québec et dans la dynamique politique canadienne ; [...] contribuer au positionnement stratégique des intérêts québécois ailleurs au Canada, notamment en Alberta ; offrir à une nouvelle génération de leaders québécois une opportunité prestigieuse de développement professionnel, améliorer leur employabilité et contribuer à une plus grande présence québécoise dans les réseaux canadiens ; favoriser une meilleure compréhension et de meilleurs échanges entre les différents secteurs de la société québécoise. » *Ibid.*

27. « D'un point de vue national, je considère qu'on devrait consommer notre pétrole », a dit Marcel Coutu. Alexandre Shields, « Les sables bitumineux, un « trésor national » à vendre au Québec », *Le Devoir*, 17 mai 2012, <http://www.ledevoir.com/economie/actualites-economiques/350245/les-sables-bitumineux-un-tresor-national-a-vendre-au-quebec>, consulté le 17 mai 2012.

en mars 2011. Les tenants de la droite québécoise puisent des arguments du côté albertain pour critiquer le modèle québécois. Voilà qui montre un intérêt renouvelé, notamment en provenance de la droite économique, pour savoir non seulement ce qui se trame en Alberta, mais aussi pour participer au développement économique. Sur un même ton mais avec des visées différentes, l'éditorialiste en chef de *La Presse*, André Pratte a appelé les Québécois à « Comprendre l'Alberta <sup>28</sup>. » Il fait remarquer, non sans raison, qu'il y a un soupçon d'hypocrisie à critiquer l'exploitation des sables bitumineux au regard des milliards de litres d'essence consommés par les automobilistes du Québec et de l'Ontario <sup>29</sup>.

Les raisons qui sont derrière ces appels à comprendre la province de la « Rose sauvage » ne sont nullement désintéressées. Assurément, les perspectives de participation au festin économique entraînent davantage d'appels à la compréhension de la politique albertaine qu'on ne le ferait pour d'autres provinces. Sans vouloir vexer les habitants des Maritimes, il est rare d'entendre des commentateurs déplorer des insuffisances en matière de compréhension de la politique néo-écossaise... Quoi qu'il en soit des intentions véritables des uns et des autres, et sans pour autant se faire un chantre de la « pétromonarchie » canadienne, comme d'aucuns nomment dédaigneusement le Canada, plusieurs raisons militent, comme nous venons de le voir, en faveur d'une meilleure appréciation et compréhension de la vie politique albertaine.

## LA DROITE EN SITUATION

Cependant, tout examen de la nature et de l'évolution idéologique d'un système politique est tributaire de la manière dont la droite et la gauche sont comprises. N'en déplaise aux amateurs de définition claire et établie une fois pour toutes dans le ciel éternel des philosophes politiques, il n'est pas aussi simple qu'il y paraît de déterminer le contenu de ces catégories. C'est que l'univers politique est structuré par des percep-

---

28. André Pratte, « Comprendre l'Alberta », 13 mars 2010, <http://www.cyberpresse.ca/place-publique/editorialistes/andre-pratte/201003/13/01-4260361-comprendre-lalberta.php>, consulté le 26 juillet 2012.

29. Au lieu de toujours dénoncer les politiques de droite albertaine, écrit-il, « [u]ne autre avenue consisterait à amorcer, à tous les niveaux, un dialogue avec nos concitoyens albertains. À s'intéresser à ce qui se passe là-bas, à chercher à comprendre. Bref, à faire ce que nous ne cessons de réclamer des autres Canadiens à notre égard. » *Ibid.*

tions rendant incertaines les catégories d'analyse. Ainsi, la nécessaire volonté de mettre de l'ordre qui anime les philosophes ne peut oblitérer l'idée que l'étude des idéologies politiques ne se conforme pas aux canons de la logique et qu'elle s'insère, avant tout, dans un univers de représentations où s'affrontent des acteurs politiques en lutte pour le pouvoir. L'historien français René Rémond avait mis en lumière ces fluctuations qui rendaient la recherche de critères fixes pour définir droite et gauche fort périlleuse<sup>30</sup>.

En effet, les catégories gauche-droite relèvent de l'univers des « connaissances tacites », c'est-à-dire des connaissances relevant d'une sorte de sens commun élaboré sans trop grande finesse théorique. Cette inscription dans l'univers des représentations fait en sorte que droite et gauche deviennent des concepts à géométrie variable. « Il n'y a pas de position durablement et essentiellement de gauche ou de droite, écrit Alain Noël. L'axe droite-gauche définit une position réelle et durable, mais changeante quant à son contenu<sup>31</sup>. » Si, à une certaine époque, la droite se définissait par sa méfiance et son rejet de la démocratie, aujourd'hui on peinerait à trouver des discours explicitement antidémocratiques au sein des partis de droite. Les appels à renverser les démocraties pour les remplacer par des dictatures autoritaires ne sont plus à l'ordre du jour, la démocratie étant acceptée comme une sorte d'horizon indépassable, ce qui ne veut pas dire par ailleurs qu'on en partage la même vision<sup>32</sup>.

La vision de droite, pourrait-on dire, repose sur une vision plus proche de la gouvernance entendue comme un processus non partisan, lequel n'a guère besoin que la société participe, sauf au moment des élections, au processus d'élaboration des politiques. Les gens de droite se montrent généralement pessimistes quant aux capacités des individus à agir collectivement et l'État reçoit le mandat de garantir l'ordre social, et même une certaine moralité à certains moments, mais pas de s'ingérer dans les processus sociaux. C'est pourquoi la justice sociale est plutôt vue à la manière d'une illusion. Pour ceux qui sont résolument à droite, l'État

---

30. René Rémond, « Droite-gauche : où est la différence? », *La droite depuis 1789. Les hommes, les idées, les réseaux*, présentation par Michel Winock, Paris, Éditions du Seuil, 1995, p. 57-64.

31. Alain Noël « Un homme de gauche? », *René Lévesque. Mythes et réalités*, Montréal, VLB éditeur, 2008, p. 137.

32. Frédéric Boily, *Le conservatisme au Québec. Retour sur une tradition oubliée*, Québec, PUL, 2010, chapitre un.